

DEPARTEMENT DE L'HERAULT

COMMUNE DE JONCELS

**ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE À
L'INSTRUCTION D'UNE DEMANDE DE
PERMIS DE CONSTRUIRE 13 EOLIENNES ET
UN POSTE DE LIVRAISON SUR LE
TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE JONCELS
AU LIEU DIT
« PLATEAU DE CABALAS »**

(Enquête publique du 18 juin 2007 au 20 juillet 2007)

**RAPPORT, CONCLUSIONS, ET AVIS DU
COMMISSAIRE ENQUETEUR**

Le commissaire enquêteur

Pierre BALANDRAUD

SOMMAIRE

A RAPPORT

- 1 Préambule.
- 2 Historique.
- 3 Présentation de la commune de Joncels.
- 4 Le projet de parc éolien envisagé sur le territoire de la commune de Joncels.
- 5 La Compagnie du Vent Maître d'ouvrage.
- 6 Objet de l'enquête publique.
- 7 Organisation de l'enquête publique.
 - 7-1 Organisation de l'enquête publique.
 - 7-2 Exécution de l'enquête publique.
 - 7-2-1 Préparation.
 - 7-2-2 Publicité.
 - 7-2-3 Dossier d'enquête publique.
 - 7-2-4 Les visas du dossier.
 - 7-2-5 Mise à disposition du public.
 - 7-2-6 Permanences du commissaire enquêteur.
 - 7-2-7 Clôture de l'enquête publique.
- 8 Participation du public et nombre d'observations recueillies.
- 9 Nature des observations recueillies.
- 10 Analyse et avis du commissaire enquêteur sur la participation du public et les observations formulées.
- 11 Analyse du mémoire en réponse du maître d'ouvrage.
- 12 Analyse critique du projet par le commissaire enquêteur.

B CONCLUSIONS MOTIVEES ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Sur la procédure et le déroulement de l'enquête.

Sur la participation et les observations formulées.

Sur les réponses apportées par le maître d'ouvrage aux motifs de refus de la 1^{ère} enquête publique.

Sur l'expérience et les compétences du maître d'ouvrage et des bureaux d'études.

Avis du C-E.

C ANNEXES

DEPARTEMENT DE L'HERAULT

COMMUNE DE JONCELS

ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE À L'INSTRUCTION D'UNE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE TREIZE EOLIENNES ET UN POSTE DE LIVRAISON SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE JONCELS

RAPPORT D'ENQUETE

Établi par Pierre BALANDRAUD Commissaire enquêteur

1) Préambule

Le présent dossier a pour objet de présenter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur (C-E dans la suite du texte) sur l'enquête qu'il a conduit, conformément à la décision n° E 34-07-163 en date du 27 avril 2007 de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier (*Annexe n° 4*) et qui a porté sur le projet d'implantation de 13 éoliennes et un poste de livraison électrique sur le territoire de la commune de Joncels au lieu dit « plateau de Cabalas ».

Ce projet a été présenté par la société « La Compagnie du Vent » dont le siège social est installé 650 Rue Louis LEPINE 34 000 MONTPELLIER. Pour le montage de leur dossier la Compagnie du Vent s'est assurée le concours d'un bureau d'étude spécialisé : *ABIES Bureau d'études Energie et Environnement* installé Borde Haute 31290 Gardouch.

Ce projet est soumis à permis de construire en vertu des dispositions du code de l'urbanisme et notamment de ses articles L. 421-1-1, R.421-18 et R.421-19g.

Il a été soumis à une enquête publique en vertu des dispositions de la loi 2003-590 du 2 juillet 2003 relative à l'urbanisme et à l'habitat et notamment son article 98 et en vertu des dispositions du code de l'environnement notamment de son article L. 123-1.

L'enquête publique a été organisée dans les formes prévues par le code de l'environnement, (articles R.123-1 à R.123-33, *correspondant à la transcription du décret modifié n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement*).

L'enquête publique a été prescrite par arrêté inter préfectoral n° 07-III-044 du 29 mai 2007 (*Annexe n° 5*).

Cette enquête publique conduit à l'établissement :

- D'un rapport concernant son déroulement et l'analyse des observations recueillies.
- D'un avis et des conclusions motivées du C-E énonçant son point de vue et les réserves qu'il croit devoir émettre à l'égard de ce projet.

2) Historique

La demande de permis de construire un parc éolien sur le territoire de la commune de Joncels, au lieu dit « Plateau de Cabalas » comprenant 13 éoliennes et un poste de livraison (PC n° 34 121 04 B0008) a été déposé le 19 octobre 2004 et a fait l'objet d'une première enquête publique du 14

novembre au 16 décembre 2005. Cette enquête publique a été conclue par **un avis favorable avec réserves et recommandations** du commissaire enquêteur en date du 27 janvier 2006.

Un arrêté préfectoral en date du 19 mai 2006 a refusé le permis de construire, aux motifs d'insuffisances de l'étude d'impact sur la protection des points de prélèvement d'eau proches du projet et sur l'aptitude des sols à l'implantation des éoliennes. Le motif de refus étant également motivé par un manque de précisions de la part du maître d'ouvrage sur les dispositions à prendre pour éliminer les éventuelles nuisances sonores et stroboscopiques susceptibles d'affecter les habitants du hameau de Cabriérettes.

La compagnie du vent ayant complété son dossier au regard des motifs de refus exposés, Monsieur le Préfet, considérant que les documents complémentaires fournis par le maître d'ouvrage constituaient des éléments significatifs de nature à rouvrir une instruction de la demande a retiré son refus de permis de construire par arrêté en date du 26 avril 2007.

C'est donc sur un dossier complété notamment au niveau de l'étude d'impact et des annexes que ce projet est soumis une deuxième fois à enquête publique.

3) Présentation de la commune de Joncels

Commune des Hauts Cantons de l'Hérault située au Nord Ouest du département à quelques kilomètres de Lodève Joncels est une commune rurale de grande superficie (4642 hectares) pour une population modeste estimée début 2007 à 257 habitants.

Le village de Joncels, médiéval, a été construit autour d'une abbaye bénédictine et de son abbatale fortifiée, il se situe à une altitude d'environ 387 mètres. Il compte de nombreux hameaux et fermes qui se sont dépeuplées depuis le début du siècle dernier mais on assiste depuis quelques années aussi bien sur le chef lieu que dans les écarts à leur rachat et restauration : (hameau de Cabriérettes, de la Fleysière, de la Boissière, de Joncelets, Valayrac et de la Dalmerie en particulier).

Une extension assez importante de maisons individuelles s'est développée récemment autour de Joncelets.

Deux sites accueillent des communautés spirituelle et méditative : La Fleysière ou vivent les compagnons de la communauté de l'Arche, et La Dalmerie ou a été réalisé le monastère orthodoxe Saint Nicolas.

Le relief de la commune est très accentué et se compose de nombreux vallons, collines et plateaux à des altitudes variant de 350m à 800m NGF. Les forêts et milieux semi naturels représentent 87% de la superficie communale le restant étant occupé par de l'agriculture.

Pour ce qui concerne l'éolien 2 permis de construire ont été accordés sur le territoire communal :

- 1 au lieu dit Combe Caude pour 7 éoliennes et 10 mégawatts
- 1 au lieu dit Mas de Naï pour 10 éoliennes et 10 mégawatts également.

La commune de Joncels appartient au canton de Lunas et fait partie avec Ceilhes et Rocozels, Avène, Lunas, Dio et Valquières, et Brenas de la communauté de commune Avène Orb Gravezon.

4) Le projet de parc éolien envisagé sur le territoire de la commune de Joncels

Le projet mis à l'enquête dans le cadre de l'instruction d'une demande de permis de construire déposée par la société « LA COMPAGNIE DU VENT » porte sur l'implantation de treize éoliennes tripales de 1 750 KW (soit une puissance totale de 22,75 MW) à installer sur le plateau de Cabalas qui domine à une altitude moyenne de 700m NGF le village de Joncels.

L'accès au site s'effectue par l'Est, depuis la RD 142, puis par une courte portion de la RD 138^{E2}, puis une voie communale et pour terminer une piste forestière qui traverse le plateau de Cabalas en direction du village de Joncels

Les caractéristiques des éoliennes sont les suivantes :

Hauteur de la nacelle : 57 mètres.

Diamètre des pales : 66 mètres.

Hauteur totale (bout de pale) 90 mètres.

Vitesse nominale de rotation : entre 9 et 19 tours/minute.

Alignées selon un alignement courbe (arc de cercle de grand rayon) les éoliennes sont implantées pour ne pas créer d'interférences aérodynamiques à 113,10m les unes des autres.

Les fondations qui seront déterminées précisément après expertise géotechnique devraient être constituées d'un fût en béton de 4m de Ø et 2m de haut posé sur un radier béton de 14m de Ø et 1m de hauteur.

Un poste de livraison, (7m30 x 2m60 et h = 2m53) vers lequel convergent les câbles électriques et téléphoniques de toutes les éoliennes, est prévu pour être installé au pied de l'éolienne n°4.

L'emprise au sol du projet concernera une superficie totale de 1 ha 62 pendant le chantier et 0 ha 43 le chantier terminé, après remise en état du pourtour des éoliennes et des sentiers.

17 kilomètres de ligne électrique souterraine (tranchée de 0m80 de profondeur pour 0m40 de largeur) raccordera le parc éolien au réseau EDF de Lodéve. Pour l'essentiel le tracé de la tranchée suit des routes ou chemins existants.

L'investissement global de ce parc est évalué à 21 millions €. 900 000 € soit 4,3% de l'investissement représentent le coût des mesures compensatoires.

La production d'énergie fournie de 47 500 MKW par an assurera la consommation annuelle d'environ 19 500 personnes (chauffage électrique compris).

5) Présentation de la société « La Compagnie du Vent » maître d'ouvrage

La société « La Compagnie du Vent » installée à Montpellier 650 rue Louis Lépine a été créée en juin 1989 par Jean Louis GERMA actuel PDG. Avec un capital social de 12 millions d'€ elle comprend un effectif de 61 personnes et a comme actionnaires : Acciona Energia (50%, leader mondial des énergies renouvelables) et Jean-Michel GERMA (50%).

Après avoir installé la première éolienne en France à Port la Nouvelle (Aude), la compagnie du vent a réalisé de nombreux parcs éoliens en France et à l'étranger dont notamment le parc éolien de Tétouan (Maroc) qui fournit 38 millions de kilowattheures chaque année à une cimenterie.

Le chiffre d'affaire de la société a été de 17,5 millions d'€ en 2005.

Cette société présente donc toutes les garanties pour assurer dans les meilleures conditions possibles la maîtrise d'ouvrage du projet pour lequel elle sollicite un permis de construire.

6) Objet de l'enquête publique

Objet de l'enquête

Il s'agit d'une enquête publique relative à une demande de permis de construire un parc éolien elle est une étape déterminante préalable à la décision du Préfet compétent en matière d'instruction de ce type de permis.

Régie par le code de l'urbanisme et le code de l'environnement, elle est pilotée par le préfet du département de l'Hérault.

Après concertation entre les services de l'Etat, le maître d'ouvrage et la commune de Joncels, après diverses consultations, le projet a été mis au point par le maître d'ouvrage.

C'est ce dossier qui est mis à la disposition du public en mairies de Joncels, de la Tour sur Orb et du Clapier (Aveyron) accompagné d'un registre d'enquête pour informer le plus largement possible **l'ensemble de la population** sur la nature du projet, ses conséquences sur l'environnement ainsi que sur les mesures envisagées pour les supprimer, les réduire ou les compenser.

Ceci afin de recueillir du public, ses appréciations suggestions, observations **et éventuellement contres propositions**, afin de permettre à l'autorité compétente de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision.

7) Organisation et exécution de l'enquête publique

7-1 Organisation

Par ordonnance n° E 34-07-163 en date du 27 avril 2007, Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier, a désigné Monsieur Pierre Balandraud, chargé d'études à l'équipement, retraité demeurant 23 plan du mas de cocon à Maurin 34970 Lattes en qualité de commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique citée précédemment.

Par arrêté inter-préfectoral n° 07-III-044 en date du 29 mai 2007 Monsieur le Préfet de l'Hérault et Monsieur le Préfet de l'Aude ont prescrit une enquête publique.

L'enquête publique ouverte le 18 juin 2007 pour 33 jours consécutifs a été close le 20 juillet 2007.

7-2 Exécution de l'enquête publique

7-2-1 Préparation

Le 9 mai 2007 le C-E a rencontré Madame Fantino responsable à la sous préfecture de Lodève du bureau de l'urbanisme qui lui a remis et commenté le dossier d'enquête publique. Celui-ci paraissant complet et conforme aux réglementations en vigueur, il a pu être défini à l'occasion de cette rencontre les dates d'enquête publique ainsi que le nombre lieux et dates des permanences.

Le 23 mai 2007 le C-E a rencontré le maître d'ouvrage représenté par Monnery Yannick ingénieur projet à « La Compagnie du Vent ». Celui-ci a accompagné le C-E sur la commune de Joncels, lui a fait visiter le site d'implantation du projet éolien et son environnement, notamment avec une visite du hameau de Cabrièrettes. Monsieur Monnery a ensuite fait visiter au C-E un parc éolien en activité situé sur la commune de Dio et Valquières.

Le 30 mai 2007 le C-E a rencontré Madame le maire de la commune de la Tour sur Orb, et le 5 juin 2007 Monsieur le maire de la commune de Joncels pour avoir leurs sentiments sur le projet éolien envisagé et pour vérifier les modalités pratiques de la mise en œuvre de l'enquête publique (publicités de l'enquête et tenues des permanences).

Le C-E a contacté par téléphone, le 30 mai 2007, la municipalité de la commune du Clapier pour s'assurer qu'ils avaient bien la connaissance de cette nouvelle enquête publique, une rencontre avec la municipalité étant prévue le jour de la permanence du 27 juin 2007.

Pour compléter sa connaissance du dossier et des communes environnantes le C-E a visité le 1^{er} juin 2007 l'ensemble du territoire : vues lointaines à partir des points hauts sur les plateaux environnants, et vues rapprochées en particulier à partir des hameaux les plus proches et les plus exposés par rapport au projet (Joncels, Joncelets, Cabriérettes, La Fleysière).

7-2-2 Publicité

A l'initiative des municipalités, un avis d'ouverture d'enquête publique a été affiché en mairies et sur l'ensemble de leurs panneaux habituels d'affichages pour les communes de Joncels, La Tour sur Orb, Le Clapier, et Lunas. Cet affichage a été constaté par le C-E le 1^{er} juin 2007, ainsi que les jours de visite ou de tenue de ses permanences.

Madame le maire de la commune de La Tour sur Orb a établi un certificat d'affichage en date du 20 juillet 2007 (*annexe n° 6*).

Monsieur le Maire de la commune de Joncels a établi un certificat d'affichage en date du 20 juillet 2007 (*annexe 7*).

Monsieur le Maire de la commune du Clapier a établi un certificat d'affichage en date du 20 juillet 2007 (*annexe 8*).

Monsieur le Maire de la commune de Lunas a établi un certificat d'affichage en date du 20 juillet 2007 (*annexe 9*).

A l'initiative des services préfectoraux l'avis d'ouverture de l'enquête publique a été publié:

Dans les journaux le Midi Libre et l'Hérault du jour pour le département de l'Hérault, le Midi Libre et Centre Presse pour le département de l'Aveyron (édition du 01 juin pour le journal Centre Presse et éditions du 03 juin 2007 pour les journaux le Midi Libre et l'Hérault du jour) pour le premier avis (*annexes 10, 11, 12 et 13*).

Dans ces mêmes journaux (édition du 23 juin pour le journal Centre Presse et éditions du 24 juin 2007 pour les journaux le Midi Libre et l'Hérault du jour) pour le second avis (*annexes 14, 15, 16, et 17*).

A l'initiative du maître d'ouvrage l'avis d'enquête publique a été affiché :

Sur le site même retenu pour l'implantation du projet à hauteur de la 4^{ème} éolienne à coté d'une citerne de réserve d'eau pour la défense contre les incendies.

A l'intersection de la R.D n° 138^{E2} et du chemin d'accès au hameau de Cabriérettes.

La Compagnie du Vent maître d'ouvrage a communiqué au C-E deux constats d'huissier attestant de la réalité de cet affichage (*annexes n° 18 et 19*).

Un complément de publicité a été assuré par :

- La commune du Clapier

Communiqué de la mairie du Clapier dans le journal « Le Progrès » édition du 14 juin 2007 (annexe n°20).

7-2-3 Dossier d'enquête

Le dossier qui a été mis à la disposition du public a été constitué conformément aux textes réglementaires et comprenait notamment les pièces énumérées à l'article R123-6 du code de l'environnement relatif à la procédure d'enquête publique.

Ce dossier mis à disposition dans les communes de la Tour sur Orb, Joncels et du Clapier était composé de plusieurs documents:

- Historique de l'instruction du parc éolien du plateau de Cabalas »
- Une notice explicative à l'usage du public mentionnant les textes qui régissent l'enquête publique et indiquant la façon dont celle-ci s'insère dans la procédure administrative relative à l'instruction de la demande de permis de construire.
- 01) Un plan de situation.
- 02) Un plan de masse.
- 03) Un plan des façades.
- 04) Une vue en coupe.
- 05) Des documents photographiques.
- 06) Des documents graphiques.
- 07) Une notice paysagère.
- 08) Une étude d'impact sur l'environnement comprenant en première partie un résumé non technique.
- 08 bis) Un document d'annexes comportant notamment :
 - Un rapport d'étude géologique préliminaire
 - Une étude hydrogéologique
 - Une analyse de l'état initial sonore
- 09) Le formulaire officiel de demande de permis de construire.
- 10) Les autorisations des propriétaires.
- 11) L'autorisation de défrichement

Toutes ces pièces ainsi que les registres d'enquête ont été contrôlés et paraphés par le C-E avant le début de l'enquête

Ont également été jointes au dossier pour information les coupures des journaux (Midi Libre l'Hérault du Jour et Centre Presse) portant publicité de l'enquête publique.

7-2-4 Mise à disposition du public

Les dossiers et les registres d'enquête sont restés disponibles tout au long de l'enquête au bureau d'accueil des mairies de Joncels, de la Tour sur Orb et du Clapier. Dans chaque mairie un fonctionnaire communal était disponible pour veiller à sa bonne mise à disposition auprès du public.

7-2-5 Permanences

Elles se sont tenues dans des salles réservées à cet effet. Toutes facilités ont été données par les communes au commissaire enquêteur pour la tenue des permanences.

Au cours des permanences 27 personnes ont rendu visite au commissaire enquêteur,

- 1 au cours de la 1^{ère} permanence le 20 juin 2007 en mairie de Joncels
- 0 au cours de la 2^{ème} permanence le 27 juin 2007 en mairie du Clapier
- 9 au cours de la 3^{ème} permanence le 03 juillet 2007 en mairie de Joncels
- 5 au cours de la 4^{ème} permanence le 12 juillet 2007 en mairie de La Tour sur Orb
- 12 au cours de la 5^{ème} permanence le 20 juillet 2007 en mairie de Joncels

7-2-6 Clôture de l'enquête publique

A l'expiration du délai d'enquête, le vendredi 20 juillet 2007 à 19 heures 30, Monsieur le maire de la commune de Joncels a clos le registre d'enquête et l'a immédiatement remis à Pierre Balandraud commissaire enquêteur ainsi que les 103 lettres d'observations annexées au registre qui lui avaient été remises ou adressées.

Monsieur le Maire du Clapier a clos le registre d'enquête le 20 juillet à 18 h et l'a transmis en recommandé avec accusé de réception au commissaire enquêteur qui l'a réceptionné le 27 juillet 2007.

Madame le maire de La Tour sur Orb a clos le registre d'enquête le 20 juillet à 18 h et l'a transmis en recommandé au commissaire enquêteur qui l'a réceptionné le 24 juillet 2007.

Le commissaire enquêteur a rédigé un procès verbal de clôture d'enquête, produit une synthèse des observations recueillies et les a transmis pour information au maître d'ouvrage (*annexes 1 et 2*).

8) La participation du public et nombre d'observations recueillies

Il y a eu une bonne participation du milieu associatif (9 associations se sont manifestées) avec en particulier **une forte mobilisation de l'association APPREL très opposée au projet** (remise au commissaire enquêteur de 94 lettres dont 91 types, d'une pétition signée par 18 personnes), et d'un document « fichier documentaire : *« L'Escandorgue espace naturel à préserver »*. On peut aussi noter une certaine mobilisation de l'association JONCELS' AIR en faveur du projet (33 inscriptions au registre ou lettres adressées au C-E).

Au total 41 inscriptions ont été reportées sur les registres d'enquête, 35 sur le registre mis à disposition en mairie de Joncels, elles ont été numérotées R 1 à R 35 et 6 sur le registre mis à disposition en mairie de la Tour sur Orb, elles ont été numérotées R 36 à R 41. Aucune observation n'a été portée au registre d'enquête mis à disposition en mairie du Clapier.

103 Lettres d'observations ont été remises ou adressées à l'attention du commissaire enquêteur en mairie de Joncels, 16 en mairie de la Tour sur Orb, elles ont été numérotées L 1 à L 119.

(94 des lettres d'observations sont des lettres types 91 remises par des responsables de l'APPREL, 3 reçues par courrier en mairie de Joncels).

Une pétition signée de 18 personnes a été remise au commissaire enquêteur en mairie de Joncels, par une représentante de l'association APPREL, elle a été numérotée P 1.

Aucune lettre ou document n'ont été adressés en mairie du Clapier.

4 Observations seulement verbales ont été formulées à l'occasion des entretiens avec le commissaire enquêteur. (Ces 4 personnes reçues en mairie de Joncels n'ont pas souhaité inscrire une remarque au registre d'enquête).

Compte tenu qu'une même personne a parfois inscrit une remarque au registre d'enquête et adressé une lettre à l'attention du C-E, compte tenu qu'une même lettre ou remarque inscrite au registre d'enquête a été signée par 2 ou plusieurs personnes, ce sont au total 178 personnes qui se sont manifestées au cours de l'enquête publique.

- 70 Personnes sont des habitants de la commune de Les Plans.
- 29 Personnes sont des habitants de la commune de Joncels.
- 17 Personnes sont des habitants de la commune de Lodève.
- 6 Personnes sont des habitants de la commune de Lavalette.
- 3 Personnes sont des habitants de Lunas.
- 2 Personnes sont habitant de Les Rives.
- 1 Personne habite Soumont.
- 9 Personnes sont des habitants de l'Hérault, mais de villes assez éloignées du Lodévois : Sète
Montpellier Fabrègues, Clermont l'Hérault, Popian, Saint Maurice de Navacelles.
- 13 Personnes sont extérieures au département de l'Hérault.
- 8 Personnes sont extérieures au territoire français (2 écossais, 4 belges et 2 allemands).
- 20 Personnes n'ont pas précisé leur lieu de résidence.

9) Nature des observations recueillies

Note : Pour l'essentiel, les observations décrites à ce paragraphe ont été regroupées par thèmes. Une liste exhaustive nominative des associations et personnes avec un résumé des observations formulées est annexée au PV de clôture de l'enquête publique jointe à ce rapport. (Annexe 2)

9-1 : Observations d'opposition au projet

9-1-1) Observations d'ordre général d'opposition de principe à l'éolien (Observations émanant pour l'essentiel du milieu associatif opposé à l'éolien)

- La réalisation de parcs éoliens ne relève pas de l'intérêt public, ni de l'intérêt général.
- Le coût de l'éolien est plus élevé que l'hydraulique. Le nucléaire est encore bien moins cher.
- L'argent est la véritable motivation des promoteurs de l'éolien industriel.
- La cause unique du problème de l'éolien en France est l'arrêté Cochet, son abrogation apporterait à elle seule une solution immédiate et définitive au problème.
- Obligation de rachat par EDF.
- L'éolien est subventionné à hauteur de 50% par l'ensemble des français (rachat du kWh par EDF à 8 centimes d'€) alors que dans le même temps le prix du kWh à l'exportation est de 4 centimes d'€. Quelle entreprise à part EDF, peut vendre à perte!
- L'éolien en montagne (> 600m d'altitude) pose le problème suivant : en plein hiver par températures négatives et vent du Sud, le risque de voir la neige se transformer en givre sur les pales est une évidence commune (au moins une fois par an selon météo France).
- Le fonctionnement aléatoire des éoliennes va amener à de nombreuses manœuvres de disjoncteurs (suite à la perte du gisement venteux ou de vitesse du vent trop importante).

- Tout projet éolien revient à transformer en zone industrielle le site d'implantation choisi.
- Evocation de dysfonctionnement ou d'incidents sur d'autres parcs éoliens (Dio et Valquières, Port la Nouvelle, Névian, Roquetaillade)
- Communication d'un rapport critique sur l'éolien daté du 15 décembre 2004 « *Evaluation des questions soulevées par les demandes de construction de fermes éoliennes* », établi par Daniel BURETTE ingénieur général des Ponts et Chaussées».

9-1-2) Observations d'opposition propres au site retenu « Plateau de Cabalas » sur la commune de Joncels (Observations émanant pour l'essentiel du milieu associatif opposé à l'éolien et par des particuliers)

- Projet totalement identique au précédent qui avait déjà été refusé par le préfet de l'Hérault (même implantation).
- Absence de ZDE (Zone de Développement de l'Eolien).
- Le secteur retenu pour les éoliennes est un secteur identifié par les services de l'Etat comme une zone de très forte sensibilité paysagère et de forte contrainte.
- Atteinte au paysage qualifié de remarquable.
- Projet situé en zone ZNIEFF.
- Risques pour l'avifaune, la crête de l'Escandorgue est un passage migratoire reconnu notamment pour les palombes mais aussi passereaux et rapaces. Le plateau de Cabalas est cerné par un grand nombre de nids de grands voiliers dont ceux d'espèces protégées comme le Busard Cendré et le Circaète Jean le Blanc.
- Nuisances sonores inévitables pour les habitations les plus proches. Conditions de bridage des éoliennes telles que proposées contestables. La prévision du bruit des éoliennes garantie par le constructeur n'est pas certifiée. Aucune mesure de contrôle n'est prévue pour vérifier la conformité en fin de travaux.
- Impact sur les monuments historiques minimisé.
- Zone industrielle en pleine nature
- Il y a de trop nombreux projets déjà accordés et projetés sur un même secteur (impacts cumulés de l'ensemble des projets insuffisamment étudiés).
 - Mas de Naï
 - Combe Caude
 - Plô du Laurier (Dio) en activité
 - Bernagues
 - Cap Espigne (présenté de l'autre coté du hameau de Cabriérettes)
- Rapport d'étude géologique préliminaire réduit à sa plus simple expression (n'émet que des recommandations). Ce seul rapport ne suffit pas à analyser la situation du plateau de Cabalas. Il aurait été plus judicieux de faire intervenir les services de l'Etat comme le BRGM ou la DRIRE. Danger pour le manteau basaltique, l'étude hydrologique ne souffle mot des basaltes.
- Etude hydrogéologique : des incertitudes demeurent quand à la protection des sources.
- Retombées touristiques nulles, danger pour les activités touristiques existantes (Centre de vacances du Lambeyran, lieu de recueillement spirituel La Fleysiere). Dégradation du cadre de vie.
- Dévalorisation de la valeur des maisons et des terrains.

- Non respect de la loi montagne (jugement TA de Montpellier pour le parc éolien de Bernagues situé à proximité sur le territoire de la commune de Lunas).
- Trop grande proximité du hameau de Cabriérettes.
- Une observation (ALNPCV) évoque des installations établies par la société « La Compagnie du Vent » et certains incidents produits :
 - Bris de mât à Port la Nouvelle (1999).
 - Bris de mât à l'installation de Névian
 - Malfaçons dans le socle en béton de Roquetaillade

9-1-3) Observations d'opposition des riverains les plus proches ou les plus concernés par le choix du site d'implantation.

9-1-3-1 : (Familles habitant une partie du « Hameau de Cabriérettes »).

Mme SANDONE Patrice, Mr RONSE Vincent et leurs enfants.
Mme KONRAD Christine et Mr TRILK Martin.

Mme SANDONNE et Mr RONSE propriétaires d'une partie du hameau, envisagent de venir habiter à l'année dès 2008, à l'occasion de leur retraite, leur habitation de Cabriérettes qu'ils ont depuis une vingtaine d'années réhabilitée et aménagée.

Ils dénoncent :

- Une visibilité trop importante du parc éolien depuis leur habitation.
- Une trop grande proximité du parc avec le hameau de Cabriérettes.
- Des nuisances sonores et stroboscopiques inacceptables.
- Une remise en cause des activités envisagées sur le hameau (réalisation de gîtes ruraux).
- Une dévalorisation de leur patrimoine.

9-1-3-2 : Communauté de l'Arche « La Fleysière »

Mr LIBOUBAN Jean Baptiste gérant de ce centre :

- Déclare que ce projet sera très visible du hameau de la Fleysière, regrette l'absence de photomontage avec vue à partir du hameau.
- La vue et le fonctionnement du parc éolien ne peuvent que troubler le cadre de vie (spirituelle et méditative) de la communauté qui fréquente le centre de la Fleysière, avec le risque d'une baisse de la fréquentation.

9-1-3-3 : Joncelets (Mme et Mr ASTIER)

- Sont fermement opposés au projet éolien plateau de Cabalas.
- Evoquent les deux autres projets envisagés autour du hameau de Joncelets Plo de Combes et Mas de Naï. Est-il normal que l'on s'acharne autour de notre hameau ?
- Evoquent également le cloître classé du village de Joncel en ligne de mire du projet de Cabalas, et la présence sur le plateau d'un rapace protégé (Circaète Jean le blanc).

9-1-3-4 : Observation particulière d'un éleveur, Mr MILHAU Marcel, habitant de Joncel (hameau de Valayrac).

- Déclare être propriétaire de fonds et membre de droit du groupement forestier de Joncels et confirme que la maîtrise foncière pour la réalisation du projet de Cabalas n'est pas acquise.

9-2 : Observations favorables au projet (Observations émanant de l'association « Joncels Air », de l'association « Patrimoine, Traditions et Culture de Joncels », de l'association « chasse et pêche de Joncels », et aussi par des particuliers qui sont pour l'essentiel habitants de Joncels).

- L'éolien c'est l'avenir.
- L'éolien est un procédé facilement réversible.
- Energie propre, renouvelable, non polluante, écologique.
- Protège l'avenir de nos enfants contre la pollution des énergies fossiles et la gestion aléatoire des déchets nucléaires.
- Favorise la réduction du nucléaire et du thermique.
- Dossier d'étude bien pensé et bien étudié.
- Le projet est conforme à la charte de l'éolien élaborée par la communauté de communes.
- Aspect positif avec des retombées financières (Taxe professionnelle loyers), économiquement intéressant pour le développement de la commune de Joncels.
- Les éoliennes ne dégradent pas les paysages.
- La législation impose des règles strictes d'études préalables qui ont été respectées.
- Il faut constater que les $\frac{3}{4}$ de l'électricité consommée en Languedoc Roussillon provient d'ailleurs.
- L'enquête CSA commandée par la région en septembre 2003 démontre qu'il n'y a pas d'impact négatif sur le tourisme du fait de l'implantation de parcs éoliens.

Les personnes et associations favorables à l'éolien, critiquent la mobilisation des associations et personnes étrangères à la commune, qui moins concernées que les habitants de Joncels condamnent un projet que les habitants de Joncels ont eux accepté dans leur majorité.

10) Analyse et avis du commissaire enquêteur sur la participation du public, et sur les observations formulées.

10-1 : Sur la participation du public

Les associations qui se sont manifestées durant l'enquête (9) sont des associations locales du Lodévois ayant leur siège dans des communes proches (Lunas, Le Bosc, Lavalette, Avène, Les Plans) ou à Joncels même pour 4 d'entre elles (Joncels Air, Patrimoine Traditions et culture de Joncels, Forum des Monts d'Orb, et Chasse et Pêche de Joncels).

Deux de ces associations semblent avoir fortement mobilisé leurs adhérents une contre le projet, la seconde en faveur du projet :

- **L'association APPREL** dont le siège est sur la commune limitrophe de « Les Plans ». Très opposés au projet, les responsables de cette association qui déclarent 133 adhérents sont venus nombreux (5 personnes) exposer au C-E leurs arguments d'opposition et lui ont remis en 2 fois (à l'occasion des 3^{ème} et 5^{ème} permanences 94 lettres d'opposition au projet dont 91 lettres types sur un ensemble de 119 lettres reçues, et une pétition signée par 18 personnes).

- **L'association JONCELS'AIR** dont le siège est sur le village même de Joncels. Très favorables au projet les responsables de cette association qui font état d'une cinquantaine d'adhérents sont venus également nombreux (7 personnes). Ils ont exposé au C-E leurs arguments en faveur du parc éolien, faisant savoir qu'il était accepté par une majorité des gens du village. Ils n'ont pas élaboré comme l'association APPREL de lettre type, mais bon nombre de leurs adhérents sont venus porter au registre d'enquête leur avis favorable pour ce projet.

Les sept autres associations n'ont pas rencontré le C-E. Elles se sont contentées de l'envoi de courriers et documents, présentant leurs arguments en opposition au projet pour cinq d'entre elles (Défense des Paysages des Hauts Cantons, Protection des Paysages d'Avène et des Hauts Cantons, Forum des Mont d'Orb, Revivre, et Lavalette Nature Paysage et Cadre de Vie), et leurs arguments en faveur du projet pour les deux dernières (Patrimoine Traditions et culture de Joncels, et Chasse et Pêche de Joncels).

Il peut donc être retenu une forte mobilisation du milieu associatif local :

- Avec une forte opposition au projet par des associations représentant pour l'essentiel des personnes extérieures à la commune de Joncels.
- Pour une acceptation du projet par trois associations représentant pour l'essentiel des habitants de la commune de Joncels.

Le C-E dans son analyse sur la participation du public relativise l'importance du nombre de lettres types reçues ou pétitions signées, qui relève davantage d'une démarche militante des membres d'une même association en l'occurrence l'APPREL (la grosse majorité des signataires étant des habitants de Les Plans). Si les autres associations avaient eu la même démarche militante ce sont certainement des centaines de lettres types ou pétitions en faveur ou en défaveur du projet qui auraient pu être adressées au C-E.

Sur le plan strictement individuel hors appartenance associative et hors lettres type la participation peut être jugée par contre comme peu importante, mais concerne, pour quelques unes, des familles très concernées par la proximité du parc éolien et par les nuisances qu'il est susceptible d'occasionner :

- Familles habitant le hameau de Cabriérettes
- Familles habitant le hameau de Joncelets
- Communauté de l'Arche au lieu dit « La Fleysière »

<p>En conclusion le C-E note une très forte participation du milieu associatif, Une faible participation à titre strictement individuel Une participation et des fortes craintes exprimées par les riverains les plus directement concernés notamment ceux du hameau de Cabriérettes.</p>

10-2 : Sur les observations d'opposition au projet

10-2-1) Sur les observations d'ordre général d'opposition de principe à l'éolien (Observations émanant pour l'essentiel du milieu associatif opposé à l'éolien)

Il s'agit là de points importants, qui sont souvent mis en avant par de nombreuses associations et personnes opposées à l'éolien. Ces observations dépassent le cadre de cette enquête, qui ne porte que sur une seule demande de permis de construire pour un parc de 13 éoliennes.

L'Etat français s'est fixé un certain nombre d'objectifs à atteindre. Il a en particulier ratifié le protocole de KYOTO et s'est engagé à participer à la réduction des gaz à effet de serre. Un plan national de lutte contre le changement climatique qui prend en compte le développement des énergies renouvelables et de l'éolien en particulier a été arrêté.

Pour la France, en 2010, 21% de l'énergie consommée devra être produite à partir de sources renouvelables (contre 15% en 1997), un premier objectif défini était de mettre en service, entre le 1^{er} janvier 2003 et le 1^{er} janvier 2007, 6000 MW d'éolien, objectif qui ne semble pas avoir été atteint.

Le rapport de l'ingénieur général des ponts et chaussées Daniel BURETTE transmis au C-E par Mr Jean François LOSSE est un document critique, interne à l'administration, très intéressant à destination des ministères pour justement influencer ou corriger les effets pervers des réglementations actuelles. Ce document daté du 15 décembre 2004 a peut-être eu une influence sur les nouvelles lois ou textes, en particulier la loi du 14 juillet 2005.

Le commissaire enquêteur considère qu'il n'a pas à donner son avis sur ces points particuliers notamment sur celui le plus souvent avancé concernant le tarif de rachat de l'éolien lequel a été mis en place par le gouvernement pour favoriser l'investissement dans cette énergie et son essor sur le territoire français, il ne peut qu'en prendre acte. D'ailleurs la loi du 13 juillet 2005 et l'entrée en vigueur depuis le 14 juillet dernier de son article 37 n'oblige plus EDF à racheter l'électricité fournie par des parcs éoliens implantés hors périmètre ZDE, cela change la donne et devrait en partie satisfaire les opposants à l'éolien.

Le commissaire enquêteur comprend les préoccupations manifestées par les associations, mais se doit de considérer **ces observations irrecevables au regard du dossier soumis à enquête publique**, qui ne concerne que l'instruction d'un seul dossier de demande de permis de construire dans le cadre des réglementations et lois en vigueur. *« On ne peut, de plus, préjuger de ce que seront les nouveaux textes et lois sur les productions d'énergie, à l'issue de débats qui sont susceptibles de se tenir au parlement. »*

10-2-2) Sur les observations d'opposition propres au site retenu « Plateau de Cabalas » sur la commune de Joncels (Observations émanant pour l'essentiel du milieu associatif opposé à l'éolien et aussi par des particuliers).

- Sur un dossier identique au dossier précédemment soumis à une première enquête publique.

Le dossier présenté par la compagnie du vent est effectivement assez comparable à celui qui avait été soumis à une première enquête publique fin 2005 (en particulier même nombre et même implantation pour les éoliennes, même présentation de l'étude d'impact). Mais il faut toutefois observer que le dossier a été étoffé par des compléments à l'étude d'impact rubriques D1.3, F1.3, F1.1.2, et H3 pour ce qui concerne en particulier : la géologie, l'étude des sols, l'hydrologie et les impacts sur le milieu humain (simulation des niveaux sonores).

Les nouvelles études réalisées, géologiques et hydrologiques, ont été de plus rajoutées aux annexes (pièce 8 bis du dossier d'enquête).

Le dossier a bien été complété pour répondre autant faire se peut aux motifs de refus de la première demande de permis de construire, ce qui a motivé Mr le préfet de l'Hérault pour le retrait du refus de permis de construire, pour la reprise de l'instruction du dossier et pour la tenue d'une nouvelle enquête publique. Ces éléments là étaient d'ailleurs bien précisés à une pièce introductrice du dossier : *« Historique de l'instruction du parc éolien du plateau de Cabalas »*

- Sur l'absence de schéma régional éolien, l'absence de zone de développement éolien (ZDE), et sur la concentration de projets non concertés autorisés ou envisagés sur un même secteur.

Absence de schéma régional

La Direction Régionale de l'Environnement en collaboration avec les Conseils Généraux de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales et de l'Adême a lancé l'élaboration d'un schéma régional d'implantation des centrales éoliennes en Languedoc-Roussillon.

Au niveau de la région, il s'avérerait nécessaire de veiller à ce que le développement de cette filière énergétique s'inscrive harmonieusement dans les milieux naturels et les paysages qui constituent des éléments majeurs de l'attractivité de la région.

Ce Schéma Régional Eolien n'est pas prévu pour être un outil réglementaire, dans le sens où il ne définit pas de nouvelles contraintes, opposables aux tiers, réglementant l'implantation de centrales éoliennes. **Il est conçu comme un outil d'aide à la décision destiné aux élus, aux agents des collectivités territoriales et de l'Etat, ainsi qu'aux installateurs d'éoliennes.**

Ce schéma régional n'a pas abouti à un zonage qui aurait défini des bassins éoliens ou donné des indications sur les secteurs plus ou moins propices à l'installation d'éoliennes. C'est un travail qui reste à faire. Mais il fixe quelques objectifs, et rappelle de façon exhaustive les multiples contraintes réglementaires qui s'imposent, afin de s'assurer qu'aucun enjeu majeur n'a été oublié lors des études de faisabilité des parcs éoliens.

En ce sens le document existant bien que n'ayant pas abouti a été utile pour une bonne compréhension des données patrimoniales et recommandations à prendre en compte.
--

Au regard de quelques observations formulées, le commissaire enquêteur rappelle les dispositions de la circulaire interministérielle (industrie- transport et environnement) du 10 septembre 2003 adressée aux préfets qui stipule :

« Vous ne pourrez pas invoquer l'absence ou le non aboutissement d'un schéma pour différer l'instruction d'un dossier »

Absence de Zone de Développement de l'éolien (ZDE)

Les élus locaux organisés en communauté de communes d'Avène, Orb, et Gravezon ont fait très tôt le choix de s'impliquer et de maîtriser le développement de la filière éolienne par la signature en décembre 2003 d'une charte qui prévoyait un développement des projets et qui avait défini plusieurs secteurs d'implantation possible d'éoliennes en fonction de critères paysagers et acoustiques. Sur la base de cette charte la communauté de communes a délibéré favorablement sur plusieurs projets demandés et en particulier pour ce qui concerne ce dossier sur le projet envisagé plateau de Cabalas. Cette charte n'étant pas un outil suffisant il y a quelques mois le 8 décembre 2006 la communauté de communes a décidée la mise en place d'une ZDE sur l'ensemble du territoire communautaire, et du lancement des études.

Il n'existe donc pas encore de ZDE adoptée sur le périmètre de la communauté de communes et effectivement cette absence compte tenu du nombre important de projets envisagés sur ce territoire handicape fortement les administrations et autorités qui ont la responsabilité de l'instruction et des autorisations de construction des parcs éoliens.

Concentration de nombreuses demandes de parcs éoliens

Il y a véritablement une forte demande pour l'implantation de parcs éoliens sur un territoire relativement modeste. Outre le présent projet, on peut observer :

- Un parc en activité sur la commune de Dio et Valquières pour 7 éoliennes
- Deux permis accordés, (contestés et en instance de jugement au tribunal administratif de Montpellier), sur la commune de Joncels pour 10 éoliennes au lieu dit « Mas de Naï », et pour 7 éoliennes au lieu dit « Combe Caude ».
- Un permis accordé sur la commune de Lunas lieu dit « Bernagues » (annulé récemment par le T.A de Montpellier) jugement non définitif en attente de jugement en appel à Marseille)
- Une demande est en cours d'instruction sur la commune de Joncels (Cap Espigne)
- Deux permis ont été par ailleurs refusés (un sur la commune de Roqueredonde, un sur la commune de Lunas).

Il est évident que face à cette forte demande il n'y a pas pour l'habitant « lambda » une vision globale qui a priori aujourd'hui ne peut être perçue que par les services de l'Etat qui instruisent ce dossiers, et dans une moindre mesure par les élus locaux qui souhaitent accueillir ou pas ces projets.

Il n'appartient donc pas au C-E qui n'a pas cette vision globale et qui ne possède pas les informations suffisantes sur l'ensemble des projets d'écarter celui faisant l'objet de la présente enquête publique au prétexte que d'autres projets ont été accordés ou refusés à des promoteurs souvent concurrents.

Face à ces nombreuses demandes, pour aider l'ensemble des acteurs de ces aménagements (services de l'Etat, collectivités territoriales, promoteurs), aux choix des projets, à leur localisation, et à la décision, il serait utile que puisse aboutir le schéma régional éolien, et que soit rapidement élaboré pour la communauté de communes d'Avène, Orb et Gravezon la Zone de Développement Eolien qu'elle s'est engagée à réaliser en réunion communautaire le 8 décembre 2006.

- Sur la situation du projet en zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF).

Le territoire naturel national fait l'objet de nombreuses protections (sites classés, sites inscrits, espaces remarquables, sites natura 2000, ZNIEFF, ZICO... etc). Suivant la nature et le degré des protections réglementaires, des aménagements ou constructions peuvent être strictement interdits dans ces secteurs protégés ou soumis à des prescriptions très rigoureuses.

L'inventaire des ZNIEFF repose sur la richesse des milieux naturels ou la présence d'espèces floristiques ou faunistiques rares est menacée. On distingue les ZNIEFF de type I, qui sont des secteurs limités géographiquement avec une valeur biologique importante, et les ZNIEFF de type II qui regroupent des ensembles beaucoup plus vastes. Ces zones révèlent la richesse d'un milieu mais le zonage en lui-même ne constitue pas une contrainte juridique susceptible d'interdire des constructions et aménagements. Le site plateau de Cabalas est concerné pour une bonne partie par une ZNIEFF de type II dite « plateau de l'Escandorgue » qui s'étend sur 6800 hectares.

L'étude d'impact produite par le maître d'ouvrage, avec le concours d'organismes spécialisés, « Les écologistes de l'Euzière pour la flore et les chiroptères, et le GRIVE pour l'avifaune », fait un inventaire du milieu naturel (végétation, flore, Habitats, Avifaune).

Les enjeux en matière de protection et de préservation du milieu naturel sont clairement identifiés, des enjeux forts mais pas d'enjeux majeurs, et le maître d'ouvrage s'engage (rubrique H2 de l'étude

d'impact) à mettre en œuvre un ensemble de mesures préventives, réductrices, compensatoires ou d'accompagnement, pendant la phase travaux et ensuite en phase exploitation.

Les études présentées, les analyses sur le milieu naturel du plateau de Cabalas et les mesures sur lesquelles s'engage le maître d'ouvrage pour assurer la protection et la préservation de ce milieu naturel apparaissent au C-E comme satisfaisantes et de bonne qualité.

L'implantation des éoliennes étudiée pour minimiser les impacts apparaît compatible avec ce territoire classé ZNIEFF.

- Sur les atteintes au paysage et sur l'impact visuel.

De nombreuses remarques d'opposants au projet font état de l'impact négatif très fort qu'auront les éoliennes sur le paysage. De nombreuses remarques de personnes favorables au projet font état d'un impact minimum et pouvant être accepté.

Le commissaire enquêteur dans son étude du dossier, et à l'occasion de ses déplacements sur le terrain a pu constater qu'effectivement le paysage est de grande qualité. Cette qualité s'appréciant aussi bien dans le paysage proche que dans le paysage lointain.

Il est évident aussi que compte tenu de leur taille (90m en bout de pales) et du fait que leurs performances dépendent de leur implantation sur des points hauts, il serait vain de tenter de penser de les dissimuler à la vue. Il s'agit plutôt de les intégrer le mieux possible au paysage, c'est ce qui semble avoir été fait par la Compagnie du Vent en s'assurant le concours de bureaux d'études spécialisés et l'aide d'une architecte paysagiste.

Les services de l'Etat (DIREN) ont classé en raison de cette qualité paysagère les Monts d'Orb comme une zone à très forte sensibilité paysagère et de forte contrainte. Toutefois, suite à l'analyse de l'étude d'impact du projet, la DIREN a émis un avis favorable sur la base des études naturalistes et paysagères réalisées par des organismes spécialisés (les écologistes de l'Euzière et le GRIVE) qui ont travaillé sur un zonage limité et à une échelle bien plus précise que sur un zonage réalisé dans le cadre d'un schéma régional à grande échelle.

La DIREN dans le cadre de la concertation avec le promoteur ayant de plus demandé et imposé pour une meilleure prise en compte du paysage des aménagements au projet initial, ce qui a conduit la Compagnie du Vent, avant la première enquête publique, à présenter un complément paysager inclus au dossier.

L'avis du C-E est que l'impact sur le paysage créé par les éoliennes sera quand même important notamment au niveau du paysage proche à partir des hameaux de Cabrièrettes et de la Fleysière (voir analyse du C-E paragraphes suivants 10-2-3-1 et 10-2-3-2).

Par contre, au niveau du paysage éloigné, l'implantation des 13 éoliennes bien que modifiant la perception du paysage semble pouvoir être mieux acceptée.

Par rapport aux nombreuses oppositions des habitants de la commune voisine de Les Plans il faut souligner que le parc sera totalement invisible y compris à partir du centre de vacances du Domaine de Lambeyran.

- Sur la réalisation d'une zone industrielle en pleine nature

Le C-E partage le point de vue donné par le maître d'ouvrage (*Voir annexe 3 du rapport*).

- Sur le non respect des dispositions de la loi montagne, et sur le jugement du T.A de Montpellier ayant annulé un permis de construire un parc éolien sur la commune limitrophe de Lunas.

La loi « montagne » édicte des règles générales propres au milieu qu'elle concerne (protection de l'agriculture, préservation des paysages et milieux caractéristiques de la montagne et maîtrise de l'urbanisation), édicte des règles de protection spécifiques et régit la création de nouvelles stations ou la réalisation d'installations importantes sous l'appellation d'Unités Touristiques Nouvelles. Pour pouvoir être applicable à des réalités diversifiées, la loi « montagne » comme la loi « littoral » utilise des formules très générales qui peuvent être sujettes à interprétation dans certains cas. Sur **la notion d'urbanisation en continuité des bourgs, villages, et groupes d'habitations existants**, l'article L.145-3 du code de l'urbanisme stipule que la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées peut être autorisée en discontinuité des zones bâties.

C'est sur cette notion d'urbanisation en discontinuité de l'urbanisation et sur son interprétation que le tribunal administratif de Montpellier aurait annulé en mars 2006 le permis de construire d'un parc éolien (plateau de Bernagues) délivré sur la commune voisine de Lunas et suspendu récemment un autre permis de construire (Mas de Naï) sur la commune de Joncels.

Le promoteur bénéficiaire du permis de construire de Bernagues ayant fait appel en avril 2006 du jugement du T.A de Montpellier, celui ci n'est donc pas définitif et l'on se trouve en attente de la décision des juges en appel du T.A de Marseille.

Le maître d'ouvrage dans son mémoire en réponse communique deux jugements de tribunaux administratifs (Rouen, et Clermont Ferrand) qui considèrent que la construction d'éoliennes ne peut être regardée comme favorisant une urbanisation (*Voir annexe 3*).

Compte tenu de cette situation le C-E n'a pas d'avis personnel à donner sur le respect ou non de la loi « montagne », il laisse à Mr le préfet le soin et la responsabilité de vérifier la légalité de la décision qu'il aura à prendre sur cette demande de permis de construire.

On ne peut que prendre acte de la situation actuelle, et être attentif sur le jugement qui sera prononcé par la cour d'appel de Marseille.

- Sur le démantèlement des parcs.

En ce qui concerne le démantèlement des installations en fin d'exploitation et la remise en l'état initial du site (bien qu'aucune observation n'est été formulée à ce sujet), le C-E s'est déclaré surpris par la démonstration du maître d'ouvrage qui conclut que le solde du démantèlement d'un parc est positif et constitue un revenu pour l'exploitant, et donc qu'à priori il n'y aurait pas utilité à provisionner pour faire face à des dépenses non prévues.

La loi du 3 janvier 2003 oblige cependant les exploitants à provisionner pour le démantèlement des éoliennes, le C-E aurait trouvé plus conforme à la loi bien que les conditions légales de provisionnement ne soient pas encore précisées (décret toujours en attente), que l'exploitant définisse un montant de provisionnement par éolienne installée pour faire face à des dépenses éventuelles.

Le maître d'ouvrage a répondu aux interrogations du C-E. Il confirme bien entendu son engagement à démanteler les éoliennes du plateau de Cabalas au terme de leur durée de vie et à remettre le site en état si celui-ci devait être abandonné. Il rappelle que la Compagnie du Vent est

signataire de la charte de France Energie Eolienne qui précise les différents engagements de tout constructeur de parc éolien.

Pour assurer le démantèlement et la remise en l'état des sites éoliens qu'elle possède, la Compagnie du Vent fait savoir dans son mémoire en réponse qu'elle provisionne d'ores et déjà. Elle déclare ainsi avoir provisionné, en 2006, 459 797 € pour l'ensemble de ses parcs en exploitation (40,65 MW).

- Sur des incidents produits sur des parcs existants.

Voir éléments de réponse du maître d'ouvrage (*annexe 3 du rapport*).

- Sur la qualité et les compétences des bureaux d'études ayant collaboré à l'établissement du dossier, et le résultat des études.

Les études ont été réalisées par des bureaux d'études indépendants et spécialisés dans leur domaine.

Le C-E reconnaît la qualité technique du dossier et les compétences des bureaux d'études qui ont collaborés à son élaboration. Il considère que les différents chapitres qui constituent le dossier ont dans leur ensemble été correctement développés et traités avec précision.

Le bureau d'étude ABIES qui a réalisé l'étude d'impact sur l'environnement a de nombreuses références dans l'environnement et l'éolien. Il a rédigé plusieurs guides pour le ministère de l'Ecologie et du Développement Durable et pour l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise d'Energie (ADEME), en particulier le « guide du développeur de parc éolien » et le « guide de l'étude d'impact sur l'environnement des parcs éoliens » sorti en 2005.

Pour ce qui est de études géologiques et hydro géotechniques, celles-ci ont été réalisées par des bureaux d'études indépendants et spécialisés dans leur domaine. Ces études concluent sur la faisabilité du projet, rappellent que le plateau de Cabalas n'est pas inclus dans le périmètre de la couche basaltique de l'Escandorgue, excluent tout risque de glissement de terrain, et l'absence de perturbation pour le sens d'écoulement des circulations d'eau souterraines. Des mesures de prévention et des préconisations sont communiquées au maître d'ouvrage, pour prévenir les risques éventuels, pendant les travaux, en phase d'exploitation ou en cas de pollution accidentelle. La mise en œuvre des mesures préconisées doit garantir contre tous risques de désordres et de pollutions. Le maître d'ouvrage s'est engagé à respecter les dispositions préconisées par les bureaux d'études.

- Sur la dévalorisation du patrimoine.

Une étude réalisée sous la responsabilité du CAUE (conseil en architecture urbanisme et environnement) de l'Aude en avril 2002 a porté sur l'impact des éoliennes sur le marché immobilier. On peut résumer ce travail en citant un paragraphe représentatif dans la conclusion :

« D'une manière générale, on peut en tout cas conclure que l'impact immobilier pour des biens situés proches des éoliennes ou ayant une vue sur celles-ci semble peu important. En effet, la réponse « impact nul » domine largement alors que « impact positif » et « impact négatif » sont quasiment à égalité. La thèse selon laquelle les éoliennes font fuir la clientèle étrangère ne se vérifie pas vraiment car les réponses à ce sujet sont contradictoires ».

Par ailleurs d'après l'observatoire des énergies renouvelables, une demi douzaine d'études menées dans les pays les plus avancées en éolien conclut en l'absence d'effets significatifs sur la valeur immobilière des biens.

- Sur les impacts par rapport aux monuments historiques.

De nombreux monuments historiques sont répertoriés dans l'étude d'impact du projet, mais pour l'essentiel ils sont répertoriés sur des communes voisines de Joncels, les plus nombreux étant situés à Lodève. Un seul monument historique, l'ancienne abbaye, inscrite à l'inventaire des monuments historiques depuis le 01/09/1998, est répertorié sur Joncels. Les simulations, par photomontage depuis l'entrée sud du village et depuis un point haut au niveau de l'école du village, mettent en évidence que c'est seulement le sommet de la tour carrée qui est en covisibilité avec le parc de Cabalas d'ailleurs situé assez loin et ne faisant apparaître qu'une vision limitée sur des éoliennes de tête. Au niveau de l'abbaye située au centre village à un niveau bien plus bas que l'école, il n'y a aucune visibilité sur le parc éolien.

Cette covisibilité bien intégrée et discrète dans le paysage apparaît au C-E comme acceptable.

10-2-3) Sur les observations d'opposition des riverains les plus proches ou les plus concernés par le choix du site d'implantation.

10-2-3-1 : (Familles habitant une partie du « Hameau de Cabriérettes »).

Le hameau de Cabriérettes encore repéré sur les cartes IGN sous le titre « *ruines de Cabriérettes* » représente un groupe de maisons dont certaines depuis une vingtaine d'années sont en cours de réhabilitation. Aujourd'hui deux habitations sont occupées à titre de résidences secondaires par des familles résidant à l'étranger, mais une d'entre elles (Mme SANDONE et Mr RONSE bientôt retraités) déclare vouloir y résider à l'année dès le début de l'année 2008.

Ce hameau situé dans un paysage magnifique et calme se situe à 550 mètres pour les éoliennes les plus proches du parc éolien. Les éoliennes seront visibles du hameau comme l'illustre parfaitement un document établi par le maître d'ouvrage et communiqué à Mr RONSE en décembre 2004. Il ne paraît pas possible au C-E que l'impact visuel des éoliennes sur le hameau de Cabriérettes puisse être modifié (masquage végétal) comme il semblait avoir été envisagé à l'issue de la première enquête publique. Le tout est de savoir si cet impact visuel du parc éolien, est acceptable (*les dernières éoliennes sont situées à plus d'un kilomètre du hameau, les éoliennes les plus proches ne sont pas vues en totalité*), ou s'il peut être imposé aux deux familles résidentes, qui elles, ont déclaré ne pas vouloir l'accepter.

Pour ce qui est des nuisances sonores et stroboscopiques craintes par les riverains, il apparaît au C-E que le maître d'ouvrage a mieux précisé les moyens à mettre en œuvre pour y remédier et note sans équivoque sa volonté à tenir ses engagements.

10-2-3-2 : (Communauté de l'Arche La Fleyssière)

Le hameau de La Fleyssière contrairement à Cabriérettes est situé bien plus loin du parc éolien (entre 1700 mètres pour les plus proches et 1900 mètres pour les plus éloignées).

Ce hameau également situé dans un paysage magnifique dégage une vue très large en direction du plateau de Cabalas. Comme l'illustre les coupes et la photomontage (documents déjà communiqués en décembre 2004 aux représentants de la communauté de l'Arche) l'ensemble du parc éolien sera vu en totalité à partir du hameau.

Compte tenu de la distance du parc (1700m minimum) le C-E est d'avis que cet impact visuel, malgré tout important, peut-être supporté par les habitants et personnes fréquentant ce centre. Il ne lui semble pas non plus que cet impact paysager soit de nature à troubler le recueillement la méditation et les besoins de spiritualité de cette communauté.

10-2-3-3 : (Hameau de Joncelets) Observations de Mme et Mr ASTIER

Pour ce hameau assez proche du parc éolien et relativement peuplé, le C-E considère que l'implantation du parc éolien a été étudiée afin de minimiser la perception depuis le hameau qui se trouve en contrebas du plateau de Cabalas. Les coupes et photomontages communiqués par le maître d'ouvrage, dans son mémoire en réponse, illustrent bien que le parc sera invisible depuis Joncelets. L'éolienne la plus proche étant implantée à plus de 1500m et la plus éloignée à environ 2500m, les habitants de Joncelets ne subiront aucune nuisance directe du fait de la présence du parc.

Pour les autres remarques formulées par Mme et Mr ASTIER voir le point de vue du C-E donné au & 10-2-2 précédent.

10-2-3-4 : Observation de Mr MILHAU Marcel

Le dossier soumis à enquête publique comporte en annexe les autorisations de l'ensemble des propriétaires des terrains supports de la demande de permis de construire. Pour ce qui concerne le groupement forestier de Joncels, cette autorisation en date du 22 septembre 2004 est signée des 2 co-gérants Mr PAILHES Raymond et Mr PAILLES Rémy et paraît régulière. Si Mr MILHAU Marcel sociétaire de ce groupement estime que la maîtrise foncière n'est pas acquise il lui appartient de le prouver, et éventuellement de faire valoir ses droits s'ils n'ont pas été respectés.

10-3 : Sur les observations favorables au projet

(Observations émanant de l'association « Joncels Air », de l'association « Patrimoine, Traditions et Culture de Joncels », de l'association « chasse et pêche de Joncels », et aussi par des particuliers qui sont pour l'essentiel habitants de Joncels).

D'une façon générale les personnes favorables à l'éolien développent des arguments très généraux sur les qualités propres à ce type de production d'énergie renouvelable. Ils rappellent que les textes et règles applicables en matière de protection de l'environnement ont été respectés. Etant pour l'essentiel habitants de Joncels et premiers concernés par des nuisances éventuelles, ils déclarent accepter ce projet qui s'intégrera de manière satisfaisante dans son environnement et qui amènera des retombées économiques non négligeables pour les collectivités.

Le C-E prend acte de ces avis favorables mais tient à souligner qu'un des problèmes soulevés à l'enquête, est la situation des habitants du hameau de Cabriérettes qui sont eux aussi des habitants de Joncels très concernés par la proximité du parc éolien et par ses éventuelles nuisances.

11) Analyse des réponses du maître d'ouvrage

Monsieur MONNERY représentant « La Compagnie du Vent et le C-E se sont réunis le vendredi 27 juillet pour examiner ensemble les différentes observations formulées au cours de l'enquête publique. Sur la base du P.V de clôture d'enquête et des questions posées par le C-E, la Compagnie du Vent a apporté un certain nombre d'éléments en réponse à l'ensemble des observations formulées.

Dans son mémoire en réponse le maître d'ouvrage rappelle l'ensemble des dispositions prévues au dossier, et amène sur les points les plus critiques un ensemble de précisions sur les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour minimiser au maximum les impacts négatifs du projet.

Il précise en particulier pour le hameau de Cabriérettes les dispositifs qui seront mis en place pour pallier aux nuisances visuelles, stroboscopiques et sonores des éoliennes, et s'engage sans ambiguïté à les mettre en œuvre.

Sur les autres observations plus générales formulées par les opposants au projet :

- Absence de Z.D.E et de schéma régional éolien.
- Qualité des paysages et situation du plateau de Cabalas en ZNIEFF de type II.
- Qualité des études et compétence des bureaux ou organismes associés.
- Dévalorisation du patrimoine naturel et bâti.
- Retombées touristiques et financières pour les collectivités.
- Non respect de la loi montagne.
- Incidents sur des parcs éoliens de la « Compagnie du Vent ».
- Démantèlement.

Le C-E considère les éléments de réponse communiqués comme satisfaisant, et note la ferme volonté du maître d'ouvrage à respecter ses engagements.

(Voir en annexe n° 3 le mémoire en réponse du maître d'ouvrage.)

12) Analyse critique du dossier par le commissaire enquêteur

Sur la procédure :

L'enquête publique s'est déroulée durant 33 jours consécutifs, c'est-à-dire légèrement au-delà de la durée minimale du mois prescrit par les règlements en vigueur **dans de bonnes conditions**. Un petit incident (accrochage verbal) a cependant opposé un opposant éolien à des représentants de l'association Joncels Air au cours de la 3^{ème} permanence tenue dans la commune de Joncels le 3 juillet. Cet incident mineur a été sans conséquence sur la bonne tenue de la permanence et par la suite sur le bon déroulement de l'enquête.

Sur le plan de l'information de la procédure, le C-E note que les publications de l'avis d'enquête dans la presse et que les affichages dans les communes concernées et sur le terrain ont été effectués dans les formes et les délais réglementaires. La réalité des affichages en mairies et sur le terrain a été vérifiée à plusieurs reprises par le C-E.

L'annonce de l'enquête publique a été bien menée, elle a été conduite conformément à la réglementation en vigueur et dans le respect des dispositions de l'arrêté inter préfectoral prescrivant l'enquête publique.

Sur le dossier d'enquête :

○ Sur sa composition

Le dossier présenté paraît répondre aux dispositions de l'article 6 du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

Il comprenait également l'ensemble des pièces relatives et nécessaires à l'instruction de la demande de permis de construire.

○ Sur la forme

Un premier dossier était commun à deux projets portés par le même maître d'ouvrage (plateau du Grés et plateau de Cabalas).

Suite à l'abandon du projet « Plateau du Grés » projeté sur la commune voisine de Roqueredonde, le C-E regrette que l'étude d'impact n'ait pas été reprise en retirant tout ce qui ne concernait pas directement le projet de Cabalas. Le maintien des informations relatives au projet « plateau du Grés », dans l'étude d'impact et dans les annexes, a alourdi inutilement le dossier et était susceptible d'apporter de la confusion.

Il aurait été également utile et souhaitable que l'étude paysagère comporte quelques photomontages supplémentaires notamment sur la perception du parc éolien à partir des hameaux de Cabrièrettes de Joncelets et de la Fleysière. Le C-E note toutefois que ces photomontages avaient été réalisés et communiqués aux personnes les plus concernées habitant Cabrièrettes et de la Fleysière. (*Voir mémoire en réponse du maître d'ouvrage annexe 3 avec copie d'un courrier adressé le 15 décembre 2004 à Mr RONSE Vincent résident de Cabrièrettes*).

○ Sur le fond

L'étude d'impact, pièce maîtresse du dossier, a été constituée par un bureau d'étude spécialisé « ABIES » qui s'est assuré le concours d'experts naturalistes « Les Ecologistes de l'Euzière » pour la botanique et les chiroptères. « Le GRIVE » (Groupe de Recherche et d'Information sur les Vertébrés et leur Environnement) pour l'avifaune.

Pour des études spécifiques ABIES s'est également assuré le concours de bureaux d'études spécialisés :

- HYDROGEOTECHNIQUE SUD-EST pour une étude géologique préliminaire.
- ANTEA Ingénierie et conseil pour une étude hydrogéologique.
- Acouphen pour les études sonores.
- Mme DEMAUTIS Delphine pour l'étude paysagère.
- Mr BOUCHER Eric Architecte DPLG pour la constitution du dossier de demande de permis de construire.

Le C-E reconnaît la qualité technique du dossier et les compétences des bureaux d'études qui ont collaborés à son élaboration. Il considère que les différents chapitres qui constituent le dossier ont dans leur ensemble été correctement développés et traités avec précision.

Le C-E note que le maître d'ouvrage a apporté les réponses satisfaisantes aux critiques du dossier.
(Voir en annexe 3 le mémoire en réponse du maître d'ouvrage)

Fait à Lattes
Le 14 août 2007

Pierre BALANDRAUD
Commissaire Enquêteur

Nota : Un dossier original, les registres d'enquête et l'ensemble des lettres et documents transmis pendant l'enquête ont été retournés à la sous-préfecture de Lodève par le C-E à l'occasion de la remise de son rapport.